

LA DÉTRESSE DES LORRAINS

C'est le moment où les salariés d'ArcelorMittal apprennent que leur entreprise ne sera pas nationalisée. Un coup de massue qui tombe le 30 novembre au soir, et la détresse qui se lit dans chaque regard. A l'arrivée pourtant, des centaines d'emplois sauvés, et un projet de relance que le président de la région Lorraine a décrit à Régions Magazine (lire en p. 12). Mais un rêve est passé...



LE MINEUR ET LE PRÉSIDENT

Sous le regard du président de la région Nord-Pas-de-Calais Daniel Percheron (à gauche), et sous la houlette de la Liberté guidant le peuple d'Eugène Delacroix, Aurélie Filipetti, François Hollande et Guy Delcourt le maire de Lens inaugurent le musée du Louvre-Lens en compagnie d'une ancienne "gueule noire", un de ces mineurs qui a creusé la terre et le charbon toute sa vie durant à deux pas de là. C'était le 4 décembre dernier, et dès le 28 décembre le cap des 100.000 visiteurs était déjà franchi. Celui du demi-million, espéré pour l'année 2013, paraît très atteignable. La Liberté reste un bon guide...





Jean-Pierre Masseret : "l'exécutif a mal géré Florange"

Jean-Pierre Masseret, président de la région Lorraine, était en première ligne dans l'affaire ArcelorMittal. Il n'a guère apprécié la stratégie du gouvernement.

Il y a eu un futur président de la République qui haranguait les syndicalistes, debout sur une camionnette. Puis un ministre du "Redressement productif" qui passe dans un déluge de flashes et livre des annonces flamboyantes. Un Premier ministre qui tranche en fin de compte, mais dans l'autre sens. Et puis il y a les élus locaux, ceux qui restent. L'affaire de Florange,

Jean-Pierre Masseret, le président de la région Lorraine, l'a vécue en première ligne du début à la fin. S'il continue de croire en un avenir pour la sidérurgie lorraine, s'il estime que la sortie de crise, qui a permis de sauvegarder l'emploi, est loin d'être négative, il n'a pas aimé les attermoissements de ce qu'il appelle "l'exécutif" face à Lakshmi Mittal. Il s'est confié à Régions Magazine.

Régions Magazine : avec deux mois de recul, estimez-vous que le gouvernement a bien "géré" le cas de Florange ?

Jean-Pierre Masseret : sûrement pas. Je dirais que l'exécutif, dans lequel j'englobe le gouvernement et le président de la République, n'a pas agi dans d'excellentes conditions de clarté, ne s'est pas appuyé sur de bonnes informations. Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg est venu à Florange pour annoncer que le gouvernement avait trouvé un repreneur pour les hauts-fourneaux de Florange. Puis l'exécutif, dans son ensemble, a laissé apparaître comme une possibilité fortement envisagée, la nationalisation temporaire du site. Mais c'est une option contraire qui a finalement été choisie. Et, ce, je pense, au plus haut niveau de l'État.

Le problème, c'est que tout cela n'a pas été assez travaillé, ni dans la connaissance réelle du dossier, ni sur le plan du partage des informations. Le 28 novembre au soir, j'étais en compagnie du Préfet et



Jean-Pierre Masseret, président de la région Lorraine, n'hésite pas à livrer clairement sa pensée : "l'exécutif a mal géré l'affaire de Florange".

© Région Lorraine

des parlementaires de Lorraine, face aux syndicats, et nous étions tous sur la ligne de la nationalisation temporaire que semblait défendre le gouvernement. Le 30 novembre, le Premier ministre annonçait une décision contraire ! Mais ce que j'appellerais la "bonne communication" autour de ce dossier n'a été déployée qu'à partir du 5-6 décembre. Résultat : une impression générale d'échec, alors que l'emploi a été sauvegardé et que nous avons de vraies raisons de croire en un avenir pour la sidérurgie lorraine.

Par ailleurs, les salariés sont restés depuis sur la même ligne, à savoir qu'ils souhaitent voir le gouvernement revenir sur sa position du 30 novembre. L'idée de la revente, voire de la nationalisation, est toujours présente dans les esprits. Donc, non, je ne peux pas dire que l'exécutif a su parfaitement faire face aux événements. Et la majorité du conseil régional pense comme moi.

"Nous avons les outils pour créer ici une "Material valley", à l'image de la Silicon valley"

RM : pour vous, le combat continue. Vous continuez à croire en un avenir pour la sidérurgie lorraine ?

J-PM : évidemment, et la région propose une stratégie très précise dans ce domaine (voir notre encadré). Il faut conforter nos points forts, réaliser les investissements nécessaires, nous tourner vers des productions qui correspondent aux besoins du marché. En ce qui concerne la réalisation du projet Ulcos 2, sur lequel ArcelorMittal s'est engagé à mettre en place une recherche spécifique, nous travaillons avec le Conseil économique et social pour répondre à une série de questions. Les hauts-fourneaux doivent-ils être remis en fonctionnement ? Faudra-t-il un autre type de haut-fourneau ? Comment avancer très vite dans la recherche sur des matériaux innovants ?

J'ai demandé la mise en place rapide, si possible dès février, d'un comité d'experts qui puisse nous aider à répondre à ces questions. Nous considérons que nous avons les outils, avec notre main d'œuvre, notre savoir faire, nos laboratoires et centres de recherche, nos universités, pour devenir à terme une "Material valley" sur le modèle de la Silicon Valley. En nous ▶

Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif, accueilli sur le site de Florange par les salariés d'ArcelorMittal...et les photographes.



© Pierre Heckler, Le Républicain Lorrain

Pourquoi la Lorraine croit en l'avenir de sa sidérurgie

Le conseil régional de Lorraine a "pris acte des décisions gouvernementales quant au site de Florange, même si les conclusions ne sont pas celles qu'aurait souhaitées la majorité du conseil". Il s'engage à participer activement au comité de suivi des engagements pris par ArcelorMittal : maintenir et moderniser à Florange la cokerie, le train à chaud, la production des aciers pour l'emballage, l'automobile et l'industrie, ainsi que pour la réalisation d'Ulcos 2. Il rappelle les atouts majeurs de la région quant à l'avenir de sa sidérurgie (écoles, laboratoires, main d'œuvre qualifiée, proximité de nombreux utilisateurs et l'industrie, ainsi que pour la réalisation d'Ulcos 2. Il rappelle les atouts majeurs de la région quant à l'avenir de sa sidérurgie (écoles, laboratoires, main d'œuvre qualifiée, proximité de nombreux utilisateurs sur la Grande Région qui comprend la Wallonie, le Luxembourg, plusieurs régions d'Allemagne. A ce titre, la région Lorraine souhaite "rassembler tous les partenaires pour créer un grand pôle européen sur les matériaux de demain". Elle "possède tous les éléments d'un tel pôle : centres de recherches privés (dont ArcelorMittal à Maizières-lès-Metz) et publics comme l'Institut Jean Lamour, centres de ressources ou de coopération technologiques comme le pôle Plasturgie de l'Est, les pôles de compétitivité Materialia et Fibres Grand Est, bientôt l'Institut de recherches technologiques M2P, de nombreuses écoles d'ingénieurs dépendant ou non de l'Université de Lorraine".

La région demande à l'État de s'engager à ses côtés sur cet objectif en y associant tous les organismes concernés : CEA, CRS, avec la création d'un quatrième CEA-TECH en Lorraine pour accompagner les industriels locaux dès 2013. Elle souhaite que l'État "accélère le financement des équipements de l'Institut Jean Lamour à Nancy, et notamment les projets TUBE et ESTELL, présentés dans le cadre des initiatives d'excellence mais non retenus à ce jour." Elle entend servir de moteur à un travail commun rassemblant les entreprises, les organisations syndicales, les universités, les autres collectivités territoriales, "en tirant le meilleur profit de la création de la Banque Publique d'Investissement."

Le site sidérurgique de Florange



© Pierre Heckler, Le Républicain Lorrain

La région la plus touchée par la désindustrialisation

Dans son rapport annuel publié courant novembre, le Conseil économique, social et environnemental de Lorraine ne se montre guère optimiste quant aux perspectives de sa région, qu'il estime "la plus touchée par la désindustrialisation". L'emploi salarié y a reculé de 5 % entre 2008 et 2010, alors qu'il a augmenté de 6 % sur l'ensemble de la France. La structure de l'emploi industriel lorrain, sur-représenté sur les branches en crise et pas assez sur les filières porteuses (énergie, environnement) explique largement ce phénomène.

De plus les exportations vers la zone euro représentent 68 % du PIB régional (48 % pour la France), ce qui fragilise une région souffrant aussi d'une démographie en baisse et d'une précarité importante (+ 23 % de bénéficiaires d'au moins un minimum social en un an). Mais le Cesel souligne a contrario la hausse des investissements étrangers, le renouvellement du parc de production (centrales à air combiné gaz ou photovoltaïque) et l'importance de l'emploi frontalier qui bénéficie à plus de 100.000 Lorrains et génère 630 M€ de salaires chaque année.

Un avenir incertain pour le site sidérurgique de Florange

► appuyant aussi sur nos atouts transfrontaliers, qui nous permettent de travailler avec le Luxembourg, le Land de Sarre, la Wallonie. Oui, je crois qu'il y a un véritable avenir pour la sidérurgie lorraine, mais il faut que chacun, à commencer par l'État, y joue pleinement son rôle.

RM : dans son rapport annuel, le Conseil économique, social et environnemental de Lorraine, estime que le projet Lorraine 2020 porté par la région fait la "part trop belle à l'économie sociale et solidaire au détriment de la compétitivité des entreprises". Qu'en pensez-vous ?

JPM : je trouve que cette critique n'est pas juste. Dans le projet Lorraine 2020, nous

avons cherché à donner la parole aux Lorrains, pour qu'ils expriment leur vision économique de l'avenir. La partie consacrée à l'économie sociale et solidaire est importante, car on trouve dans ce secteur des gisements d'emplois, et il existe aujourd'hui en France et ailleurs de grands groupes qui fonctionnent parfaitement sur le mode de la coopérative. Mais la partie consacrée à la production industrielle, à la recherche, à l'innovation est nettement plus importante, et nous y travaillons prioritairement, pour sortir notre région de ses difficultés économiques. ■

Propos recueillis
par Philippe Martin

Madame, Monsieur,

Élus de l'Ouest de la France, nous décidons aujourd'hui de prendre publiquement la parole pour expliquer pourquoi nous voulons que soit construit au Nord de Nantes, sur le sol de la désormais célèbre commune de Notre-Dame-des-Landes, l'aéroport du grand Ouest.

Nous sommes déterminés parce que **ce projet aura des retombées immédiates et de long terme pour le développement économique, l'emploi, l'attractivité et le rayonnement international** des régions des Pays de la Loire et de la Bretagne, des départements de la Loire-Atlantique, de l'Ille-et-Vilaine, de la Vendée, du Morbihan, du Maine-et-Loire, de la Mayenne, des métropoles et des villes de Nantes, de Rennes, de La Baule, de Saint-Nazaire, ...et bien d'autres.

Ce projet a été publiquement débattu à de nombreuses reprises, dans le cadre formel de la déclaration d'utilité publique, mais aussi de toutes les élections locales au cours desquelles nous avons été élus sans jamais cacher notre soutien au projet, bien au contraire. Nous rappelons aussi que ce projet a été débattu lors du « Grenelle de l'environnement », et reconnu comme respectueux des principes de développement durable, notamment car il s'agit de transférer un aéroport existant.

Nous portons une vision du progrès qui est conforme aux aspirations des habitants d'un Ouest dynamique qui se projette vers l'avenir. Le portrait qui est fait de notre territoire par les adversaires de l'aéroport est à l'opposé de ce que nos concitoyens vivent au quotidien.

7 millions d'habitants sont concernés ! Et nos régions étant parmi les plus dynamiques de France en matière démographique, elles verront leur population augmenter de 1 500 000 habitants d'ici 2040.

Nous sommes fiers aussi de la qualité de vie qui est celle de nos départements et de nos communes. Fiers d'un environnement préservé que nous contribuons tous les jours à protéger, mais aussi à faire connaître, en France, en Europe et dans le monde. Et si nous assumons la part de nuisances créées par le futur aéroport, c'est que nous savons qu'elles seront bien moindres que celles de l'actuelle plateforme nantaise.

Nous n'acceptons pas de laisser le cœur de la métropole nantaise et plus de 40 000 habitants subir **les nuisances quotidiennes d'un survol à basse altitude** d'avions de plus en plus nombreux, ni de laisser la réserve naturelle du Lac de Grand Lieu menacée par l'aéroport existant dont elle est mitoyenne.

Nous sommes en colère de voir ce projet, qui n'est ni celui d'un parti politique ni celui d'une ville, et encore moins celui d'un seul homme, érigé en symbole d'une lutte idéologique contre le progrès, le développement et la croissance de nos territoires. **Aujourd'hui dans l'Ouest**, l'aéroport. **Demain ailleurs**, des projets d'infrastructures ferroviaires, routières ou d'autres équipements publics ?

Nous ne voulons pas que l'on nous dicte l'avenir de nos territoires. Nous avons fait un choix moderne, raisonnable et audacieux. Nous le revendiquons pour nos concitoyens, et demain pour nos enfants.

Soyez assurés, Madame, Monsieur, de notre dévouement le plus sincère au service des habitants de nos territoires,

Jean-Claude ANTONINI,
Président d'Angers Métropole

Jacques AUXIETTE,
Président de la Région des Pays de la Loire
et Président du Syndicat mixte aéroportuaire

Joël BATTEUX,
Maire de Saint-Nazaire et Président de la Carene

Frédéric BÉATSE,
Maire d'Angers

Jean-Christophe BOYER,
Maire de Laval et Président de Laval Agglomération

Daniel DELAVEAU,
Maire de Rennes et Président de Rennes Métropole

Philippe GROSVALET,
Président du Conseil général de la Loire-Atlantique

Pierrick MASSIOT,
Président de la Région Bretagne

Yves MÉTAIREAU,
Maire de la Baule-Escoublac et Président de Cap Atlantique

Pierre REGNAULT,
Maire de la Roche-sur-Yon et Président
de La Roche-sur-Yon Agglomération

Patrick RIMBERT,
Maire de Nantes

Gilles RETIÈRE,
Président de Nantes Métropole

Jean-Louis TOURENNE,
Président du Conseil général
d'Ille-et-Vilaine

